

# Revue de presse 2022-2023



**N°35**

**16 au 30 janvier 2023**




Rédacteurs : Matthew Hierro, Emilie Krezdorn, Josué Nuss-Schildknecht, Marin Sorasso-Bluem

Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse.




Les articles sont développés dans les pages suivantes.

## Les titres de la presse



### Guerre en Ukraine

-  1. Un système anti-aérien Pantsir S1 a été installé sur le toit du ministère russe de la Défense
-  2. Berlin se décide à céder des chars Leopard 2 à Kiev... qui recevra des Abrams américains à plus long terme
-  3. Le Danemark fait don de ses 19 canons CAESAR à l'Ukraine

### International

-  4. Le Burkina Faso confirme avoir demandé le départ des troupes françaises
-  5. Serbie-Russie : Vers le divorce ?
-  6. La France est prête à fournir à l'Inde les "meilleures technologies" pour moderniser ses forces armées

### Politique de défense

-  7. M. Macron acte la fin du modèle d'armée « expéditionnaire » au profit d'un « pivot vers la haute intensité »
-  8. Les forces spéciales bénéficieront d'un effort supplémentaire de 2 milliards d'euros

### 1. Un système anti-aérien Pantsir S1 a été installé sur le toit du ministère russe de la Défense

Depuis le début du conflit russo-ukrainien, les partenaires occidentaux de Kiev ont toujours refusé de fournir des missiles à longue portée afin d'éviter une escalade des tensions, si bien que l'Ukraine cherche désormais à s'en procurer par ses propres moyens. Le conglomérat public Ukroboronprom, qui est une association d'entreprises multiproduits dans divers secteurs de l'industrie de la défense ukrainienne, a d'ailleurs fait savoir qu'il venait de terminer les essais d'un nouveau drone capable de parcourir un millier de kilomètres en emportant 75 kg d'explosifs.

Ces derniers jours, des images montrant des bâtiments stratégiques russes équipés d'un système anti-aérien, nommé Pantir S1, ont circulé sur les réseaux sociaux. Le Pantir S1 se compose d'un radar à antenne à balayage électronique, de deux canons antiaériens capables de tirer 5000 projectiles de 30 mm par minute, et de 12 missiles 57E6 d'une portée de 20 km, pouvant atteindre une cible évoluant entre 15 et 15000 mètres d'altitude.

Si la corrélation avec la résistance du peuple ukrainien et leur développement de nouvelles armes n'est pas certaine, il pourrait s'agir d'un coup de communication ou de propagande, la nouvelle reste étonnante. Le système Pantsir S1 a été installé sur le toit du ministère russe de la Défense, du ministère de l'Éducation et un troisième a été déployé à une dizaine de kilomètres de la résidence de Vladimir Poutine, à Novo-Ogariovo près de Moscou. Aucune raison officielle n'a en revanche été transmise par le Kremlin concernant la présence de ces systèmes anti-missiles.

### 2. Berlin se décide à céder des chars Leopard 2 à Kiev... qui recevra des Abrams américains à plus long terme

Les livraisons d'armes continuent pour l'Ukraine. Après près d'un an de conflit, de nombreux pays dont les pays européens ont fourni divers moyens de ravitaillement, des radars, des armes légères et de petit calibre, des munitions diverses comme des missiles, des canons d'artillerie, des systèmes anti-aériens. Début janvier, le débat s'est porté sur la livraison de véhicules blindés, à l'image des véhicules de combat d'infanterie comme le Bradley américain et le Marder allemand, des blindés de reconnaissance comme l'AMX10-RC français. Plus récemment, les blocages des Etats-Unis et de l'Allemagne concernant la livraison de chars de combat M1 Abrams et Leopard 2 ont finalement été levés. Ce mercredi 25 janvier 2023, l'Allemagne a ainsi finalement donné son feu vert pour la livraison de 14 chars Leopard 2. Une procédure est même en cours d'instruction en France concernant les chars Leclerc. D'un côté, ces livraisons restent dans la continuité des livraisons de matériels de guerre depuis le lancement de l'offensive par la Russie le 24 février 2022 et ont été saluées par le pouvoir ukrainien, de l'autre, la Russie dénonce une escalade. Reste que ces véhicules blindés nécessitent des moyens de formation et de maintenance importants, qu'il faudra donc apporter en complément pour une utilisation au sein de l'armée ukrainienne.

### 3. Le Danemark fait don de ses 19 canons CAESAR à l'Ukraine

Les livraisons d'armes lourdes depuis les pays scandinaves vers l'Ukraine s'accélérent. Le ministre danois de la Défense, Jakob Ellemann-Jensen, a annoncé jeudi 19 janvier que le Danemark livrerait 19 canons CAESAR à l'Ukraine dans les semaines à venir, dont une partie est encore en cours de livraison depuis la France. Cette annonce fait suite aux demandes récentes de Kyiv d'hâter les livraisons d'armes, de blindés et de systèmes d'artillerie. Plus tôt le même jour, le premier ministre suédois annonçait lui-aussi que son gouvernement était prêt à livrer des canons Archer, l'équivalent du canon CAESAR de l'armée suédoise, aux forces ukrainiennes.

### 4. Le Burkina Faso confirme avoir demandé le départ des troupes françaises

Après le Mali, c'est au tour du Burkina Faso de demander ce 23 janvier 2023 un retrait des forces militaires françaises présentes sur le territoire national burkinabè, en l'occurrence les forces spéciales de la Task Force Sabre. Cette demande intervient quatre mois après le dernier coup d'Etat du 30 septembre 2022, qui a conduit au renversement du gouvernement de transition du lieutenant-colonel Damiba, issu du coup d'Etat du 24 janvier 2022. Ce dernier est accusé d'avoir trouvé refuge chez les Français, ce qui a conduit à plusieurs manifestations. Dans le même temps, les autorités burkinabè ont demandé le remplacement de l'ambassadeur de France Luc Hallade début janvier 2023. La Task Force est présente au sein de la bande sahélo-saharienne depuis 2009 pour lutter contre la menace djihadiste, toujours prégnante. Certains commentateurs pointent les similitudes entre la situation burkinabè et malienne, et les ingérences de la Russie.

### 5. Serbie-Russie : Vers le divorce ?

La semaine dernière, Aleksandar Vučić, président de la république de Serbie depuis 2017, s'est indigné face aux tentatives de recrutement du groupe Wagner, la société militaire privée russe affiliée au Kremlin, sur son propre sol. Cette dernière a tenté de démarcher des volontaires serbes via des petites annonces dans des médias locaux afin de consolider les troupes de mercenaires de l'oligarque russe Evgueni Prigojine, qui combattent aujourd'hui en Ukraine. Dans un entretien télévisé donné à une antenne locale le 16 janvier, le président serbe a lancé : "Pourquoi faites-vous cela à la Serbie ? Pourquoi est-ce que vous, Wagner, lancez des appels alors que c'est contre les règles ?".

Deux jours plus tard, le 18 janvier, dans une interview accordée à la chaîne de télévision Bloomberg, Aleksandar Vučić a affiché sa position sur les conflits territoriaux qui opposent la Russie et l'Ukraine : "La Crimée c'est l'Ukraine. Le Donbass est l'Ukraine et le restera", a-t-il déclaré. La position du président serbe n'est pas surprenante au regard des tensions territoriales auxquelles la Serbie est confrontée depuis 2008, suite à la sécession de sa partie sud à majorité albanaise et musulmane au Kosovo. Reconnaître l'autodétermination à la Crimée et au Donbass reviendrait à reconnaître celle du Kosovo.

Les déclarations du président pourraient donc entacher les relations amicales historiques entre la Russie et la Serbie. Pourtant alliés de longue date, notamment depuis l'entrée en guerre de l'Empire russe suite à l'agression de la Serbie par l'Autriche-Hongrie en 1914, ou plus récemment avec le refus de la part de la Serbie de s'aligner sur les sanctions occidentales contre la Russie, l'exécutif serbe condamne ce recours à la force et ne semble pas décidé à suivre la Russie dans son escalade militaire.

### 6. La France est prête à fournir à l'Inde les "meilleures technologies" pour moderniser ses forces armées

L'ambassadeur de la France en Inde, Emmanuel Lenain, a affirmé lors d'une visite à bord du Charles de Gaulle samedi 22 janvier que la France était décidée à livrer ses meilleures technologies de guerre à l'Inde qui cherche à diversifier ses voies d'approvisionnement en matériel de guerre et à s'éloigner de la tutelle russe en la matière. De futurs accords franco-indien pourraient porter sur la livraison de 26 Rafales M à l'Air Force Indienne, qui remplaceraient en partie les modèles russes et s'imposeraient contre les F-18 américains, trop grands pour les porte-avions indiens. L'ambassadeur de France a enfin insisté sur l'importance des relations franco-indiennes en matière de sécurité et de défense, et a également fait savoir que des projets se feraient à l'avenir en coopération avec la Marine indienne notamment.

### 7. M. Macron acte la fin du modèle d'armée « expéditionnaire » au profit d'un « pivot vers la haute intensité »

Le contexte de la guerre en Ukraine a révélé selon certains commentateurs des faiblesses de l'armée française, dont une se révèle être préoccupante dans un contexte d'instabilité internationale : l'incapacité de mener une guerre de haute intensité. C'est justement ce qu'avait déclaré Thierry Burkhard, le chef d'état-major des armées (CEMA) lors d'une audition parlementaire en juillet dernier : "Notre capacité à être une force expéditionnaire (de projection à l'étranger) ne nous rend pas instantanément aptes à conduire une guerre de haute intensité".

Le 20 janvier, le président Emmanuel Macron a expliqué les grandes lignes de la Loi de Programmation Militaire 2024-2030 (LPM) lors de ses vœux aux Armées. Actuellement de 295 milliards d'euros, la LPM devrait passer à 400 milliards d'euros, soit un renforcement budgétaire de 30%. A travers cette nouvelle LPM, le chef de l'État a affirmé vouloir consolider l'endurance et la cohérence aux sein des forces armées qui constituent "notre cœur de souveraineté". La hausse du budget vise donc à faire face à un double enjeu : la transformation des théâtres d'opérations où la liberté d'action de l'état français en moindre et où les forces sont de plus en plus aguerries, technologiquement notamment, mais aussi l'ampleur des menaces sur les départements et collectivités d'outre-Mer. Pour le président, il est impératif d'amorcer "un changement profond qui sera irréversible".

Cette transformation s'organise en plusieurs volets :

Le premier correspond à la dissuasion et a fortiori aux renseignements. En ce sens, les budgets de la Direction du Renseignement Militaire (DRM) et de la Direction du renseignement et de la Sécurité de Défense (DRSD) seront doublés. Le chef de l'État a également insisté sur la fonction "connaissance et anticipation" propre aux armées, à travers une utilisation plus poussée de drones ou autres moyens d'intervention.

Le second volet correspond à la résilience de l'état français. Dans cette perspective, Emmanuel Macron a indiqué vouloir "doubler la capacité de traitement des attaques cyber majeures", modifier le format de la réserve opérationnelle, ce qui permettrait de renforcer l'armée d'active et enfin augmenter les capacités des forces spéciales.

Le troisième volet correspond à la modernisation des armées. Le chef de l'État a fait savoir sa volonté de poursuivre mais surtout de renforcer les investissements dans le domaine de la sécurité et de la défense, afin notamment de produire des armes relevant de l'intelligence artificielle. Les célèbres avions de chasse Mirage 2000 devraient également disparaître plus tôt que prévu au profit d'une armée de l'Air entièrement équipée avec des Rafales. La modernisation de l'armée de Terre, via le programme Scorpion, sera poursuivie et la Marine nationale verra la puissance et la protection de ses frégates augmentées.

Le quatrième volet concerne les « espaces communs » que sont le cyber, l'espace et la mer. Le chef des armées a affiché sa volonté de décloisonnement et d'approche pro-active dans les modes d'actions relevant de la "guerre hybride". L'objectif est de permettre une véritable cohérence nationale dans les combats menés par l'armée française aux quatre coins du monde.

**Association Panthéon-Sorbonne défense, sécurité et citoyenneté (PDSC)**

## Politique de défense (2/2)

Enfin, le cinquième volet porte sur les partenariats internationaux. Emmanuel Macron a indiqué qu'il s'agirait de capitaliser sur ceux qui ont été récemment noués, comme la Grèce, l'Inde et les Émirats arabes unis notamment, de revoir les modalités d'engagement auprès d'autres partenaires et surtout, de permettre à la France de prendre tout sa place au sein de l'Otan et de l'Union européenne.

L'objectif de la future LPM pourrait ainsi se résumer par les mots du président : "Si, demain, tel grand partenaire doit regarder ailleurs, nous devons être en mesure d'agir avec les Européens, à l'intérieur de l'Otan ou en dehors, et, si nécessaire, d'assurer les capacités de commandement qui permettront de mener ensemble une opération d'ampleur. Pour nous, cela impliquera de pouvoir déployer une capacité interarmées représentant jusqu'à 20 000 hommes. Cela vous donne la mesure des défis et de l'ambition qui est la nôtre".

### **8. Les forces spéciales bénéficieront d'un effort supplémentaire de 2 milliards d'euros**

Lors des vœux aux Armées le 20 janvier 2023, Emmanuel Macron a présenté la Loi de Programmation Militaire (LPM) 2024-2030. Poursuivant la tendance actuelle qui vise à réévaluer à la hausse le budget des armées, le chef de l'État a indiqué que le budget total de la prochaine LPM devrait s'élever à 400 milliards. Les forces spéciales, dont le statut est particulier dans la mesure où elles relèvent du Commandement des Opérations Spéciales (COS) et dépendent de leur armée d'origine (Terre, Mer, Air), bénéficieront également de ce renforcement budgétaire.

C'est en revanche Sébastien Lecornu, ministre des Armées, qui a précisé le montant alloué aux forces spéciales dans cette LPM 2024-2030 dans un entretien accordé au Monde. Afin de rester dans "le trio de tête des meilleures forces spéciales au monde", S.Lecornu a déclaré que la somme "inédite de 2 milliards d'euros" serait dédiée aux forces spéciales, afin de "s'engager plus franchement sur des domaines comme le cyber, le spatial, le renseignement, la défense sol-air de nouvelle génération et les drones". En soutien aux forces spéciales dont la qualité première est de fournir du renseignement, Emmanuel Macron a fait savoir que les budgets de la Direction du renseignement militaire (DRM) ainsi que de la Direction de renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) seront doublés, soit un total d'environ 100 millions d'euros pour chacune des directions.